



Salim Ziani

30 ans, nationalités française et marocaine.

1, rue de Niederbronn 67000 STRASBOURG

tél. : +33687500247

zianisalim@hotmail.fr

Informations utiles

Maîtrise de l'anglais de l'espagnol et de l'arabe (*dialectal*)

Maîtrise de l'outil informatique (*Mac et PC*)

Groupes de recherche

Membre de l'*Institut de Recherche Carré de Malberg* (Université de Strasbourg)

Membre du réseau international de recherche *Contrats publics dans la globalisation juridique*.

Membre du *Laboratoire Méditerranéen de Droit Public* (LMDP)

Activités associatives

Membre de l'*Association Française pour la Recherche en Droit Administratif* (AFDA)

Membre fondateur de l'*Association des étudiants du Master 2 Droit de l'Économie et de la Régulation en Europe*, actif depuis 2008, président des anciens en 2008/09 et en 2011/12

PROFIL

Docteur en droit public – ancien *ATER* à L'UNIVERSITE de STRASBOURG et ancien *allocataire moniteur de recherches*.

Chargé de conférences de méthode (SCIENCES-PO STRASBOURG) et de *travaux dirigés* (FACULTE DE DROIT DE STRASBOURG).

EXPERIENCE

2013-14 : Enseignant vacataire, chargé de conférences de méthode en droit public à SCIENCES-PO STRASBOURG (*droit et administration publique en 4^e année*) et chargé de travaux dirigés à la FACULTE DE DROIT DE STRASBOURG (*droit du domaine public et de la fonction publique en 3^e année*)

2011 à 2013 : Chargé de conférences de méthode en droit public (*droit administratif et droit constitutionnel*) – SCIENCES-PO STRASBOURG.

2010-11 : Chargé de conférences de méthode en *droit administratif* – SCIENCES-PO STRASBOURG.

2008 à 2010 : Chargé de travaux dirigés de *droit public des affaires* - Master 1 – FACULTE DE DROIT DE STRASBOURG.

Stages –

Juill.- août 2011 : Stage en cabinet d'avocats CLL AVOCATS-Paris (pôle *droit public*).

Juill.- oct. 2008 : Stage en cabinet d'avocats CLL AVOCATS-Paris (pôle *droit public*).

Juill.- août 2006 : Stage en entreprise – Arles sur Tech 66 (*conseils et secrétariat pour artisans et commerçants*).

PUBLICATIONS

Études -

« Les limites conceptuelles et prudentielles à la rentabilité d'un service public délégué » : étude publiée dans la revue *Droit Administratif* (LexisNexis), n° 5-2011, pp. 19 à 25.

« Redevances et concurrence » : étude publiée dans la revue *Contrats & Marchés Publics* (LexisNexis), n° 4-2010, pp. 6 à 11.

Commentaires d'arrêts et de décisions -

« Domaine public et intérêts économiques » : *Droit Administratif* (LexisNexis), n° 2-2014 (à paraître), pp. 34-37.

« Domanialité publique et taxe foncière » : *JCP-Adm* (LexisNexis), n° 36-2013, comm. n° 2363, pp. 28-32.

« Jurisprudence nouvelle, loyauté des relations contractuelles et garantie du contradictoire » : *JCP-Adm* (LexisNexis), n° 36-2013, comm. n° 2253, pp. 41-44.

« Conditions du retrait d'un contrat de recrutement d'agent public et de son reclassement » : *AJFP* (Dalloz), n° 3-2013, pp. 185-188.

« Image et domanialité : le reflet de l'Autorité » : *Droit Administratif* (LexisNexis), n° 12-2012, pp. 35 à 37.

« Procédure disciplinaire et bagarre pour les droits de la défense » : *Les Petites Affiches* (Lextenso) n° 215 du 26 oct. 2012, pp. 9 à 14.

« Service public et droit de l'Union européenne : entre rigueur exégétique et incertitudes pratiques » : *Droit Administratif* (LexisNexis), n° 10-2012, pp. 29 à 32.

« Établissement public administratif et abus de position dominante » : *Revue Lamy de la Concurrence* (Lamy-Wolters Kluwer), n° 2-2012, pp. 58 à 60.

« Journaux gratuits, domaine public et activité économique » : *Contrats & Marchés Publics* (LexisNexis), n° 8/9-2012, pp. 35 à 38.

« Obligations de service public et transport maritime » : *Droit Administratif* (LexisNexis), n° 2-2012, pp. 33 à 37.

« Délégation de service public : application de la jurisprudence *Manoukian* à une clause de reconduction tacite » : *AJDA* (Dalloz), n° 27-2011, pp. 1564 à 1567.

« Clameur de Haro sur les haras : le Conseil d'État précise les conditions d'une indemnisation pour faute » : *Les Petites Affiches* (Lextenso), n° 20 du 28 janv. 2011, pp. 11 à 14.

« Détermination du montant de redevances : la sécurité juridique à quel prix ? » : *Les Petites Affiches* (Lextenso), n° 253 du 21 déc. 2009, pp. 12 à 18. «

« Bien mal cédé profite parfois à autre que soi : le Conseil d'État revient sur les aides à l'immobilier d'entreprise » : *AJDA* (Dalloz), n° 39-2009, pp. 2179 à 2181.

« La quasi régie s'apprécie *in concreto* et la mise en concurrence prime sur la libre organisation » : *Les Petites Affiches* (Lextenso), n° 208 du 19 oct. 2009, pp. 17 à 20.

INTERVENTIONS ET ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS

Membre de jury de la session du *Moot Court* – CEDH, le 27 nov. 2013 à la FACULTE DE DROIT DE STRASBOURG.

Animateur d'atelier (métiers du droit, de la sécurité et de la justice) à la *Journée des Entretiens de l'Excellence (programme de valorisation des profils et d'égalité des chances)* organisée par le CLUB DU XXI^e SIECLE le 12 oct. 2013 à l'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (Strasbourg).

Intervention le 30 oct. 2012 : *Conférence de formation* (3h.) dans le cadre de l'IEPEI de SCIENCES-PO STRASBOURG (*programme d'égalité, de diversité et de réussite*) sur le thème : « L'organisation de la justice en France : juridictions, autorités et métiers ».

Membre du comité de pilotage du colloque annuel le 6 janv. 2012 à SCIENCES-PO STRASBOURG de l'Association Des Étudiants du Master 2 Droit de l'Économie et de la Régulation en Europe (ADERE) sur le thème « Contrats publics : entre théories et pratiques » (*délimitation et répartition thématique, organisation, communication et accueil*).

FORMATION

Diplômes d'État –

Novembre 2013 : DOCTEUR EN DROIT PUBLIC de l'UNIVERSITE DE STRASBOURG.

* Thèse sous la dir. du Pr ECKERT : « Service public et obligation de service public »

(*Jury* : Pr C. BOITEAU, Pr. F. BERROD, Pr. F. LLORENS, Pr. J.-Y. CHEROT, Pr. C. CLAMOUR & Pr. G. ECKERT). L'Université de Strasbourg n'attribue plus de mention depuis 2008 mais la thèse a bénéficié d'une autorisation de publication en l'état et d'une autorisation de candidature à des prix de thèse.

2007-08 : SCIENCES-PO STRASBOURG, *MASTER 2 Droit de l'Économie et de la Régulation* (mention B).

* Mémoire de recherche sous la dir. du Pr ECKERT : « La juste rémunération dans les conventions de délégation de service public »

(*Jury* : Pr G. ECKERT, Pr F. LLORENS et Pr J.-P. KOVAR).

* *Mémoire de langue* « *The United Kingdom's example for partnership between public and private sector* ».

2006-07 : UNIVERSITE DE TOULOUSE 1-CAPITOLE, *MAITRISE DE DROIT PUBLIC*, Master 1 Droit public économique et social, (mention B).

* *Mémoire d'unité de découverte en psychologie sociale* sous la dir. de Mme CHAMPREDONDE :

« *Les processus d'influence sociale étudiés sous l'angle du conflit* ».

2005-06 : UNIVERSITE MONTESQUIEU-BORDEAUX IV, *LICENCE EN DROIT*, *voie droit privé*, (mention AB).

2003-05 : UNIVERSITE DE PERPIGNAN, *DEUG de droit*, (mention AB) ;

2002 : LYCEE GEORGES DE LA TOUR (Nancy), *BACCALAUREAT* série ES (option économie).

Diplômes d'Universités et formations non diplômantes –

2013 : FACULTE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE, Diplôme de 3^e cycle, promotion Roland DRAGO, *conférences et séminaires relatifs à la protection des libertés fondamentales et le droit d'internet en droit comparé* (équiv. mention B) ;

2010 : FACULTE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE, Diplôme de 2^e cycle (équiv. mention B) ;

2009 : FACULTE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE, Diplôme de 1^{er} cycle (équiv. mention B) ;

2008 : CYCLES INTERNATIONAUX D'ADMINISTRATION PUBLIQUE–ENA STRASBOURG, *suivi des ateliers sur le droit et le management de la commande publique* ss. la dir. des Pr. G. ECKERT, W. ZIMMER, F. LINDITCH et de M. B. KOEBEL ;

2005 : UNIVERSITE DE PERPIGNAN, Diplôme d'études européennes, (*mention AB*).